

Innovations Techniques Caféicoles Au Burundi : Étude Des Contraintes Socio-Économiques Et Des Conditions D'adoption Et De Diffusion Des Innovations Techniques Dans La Province Kayanza

Ndabarushimana Alexis

Doctorant en sociologie rurale à

l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan-Cocody

Toh Alain

Enseignant-chercheur d'anthropologie sociale à

l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan-Cocody

Kouadio Amani Augustin

Enseignant-chercheur de sociologie économique à

l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan-Cocody

Département de Sociologie

Laboratoire d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences
Sociales (LERISS), Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan-Cocody

doi: 10.19044/esj.2016.v12n17p383 [URL:http://dx.doi.org/10.19044/esj.2016.v12n17p383](http://dx.doi.org/10.19044/esj.2016.v12n17p383)

Abstract

This contribution highlights the socio-economic constraints to the adoption and diffusion of technological innovations in coffee farms in Burundi. These constraints are basically related to the sociological environment that structure behaviors of Burundian coffee growers in the process of economic production. In view these sociological contradictions, initiating a typically socio- anthropological approach, this article highlights a set of policy conditions to stimulate the adoption and diffusion of innovations in Kayanza province of Burundi.

Keywords : Technical innovations, adoption, diffusion, constraints, rural development

Résumé

Cette contribution met en lumière les contraintes socio-économiques liées à l'adoption et à la diffusion des innovations techniques dans les exploitations caféicoles au Burundi. Ces contraintes sont fondamentalement liées à l'environnement sociologique qui structure les

comportements des caféiculteurs burundais dans le procès de la production économique. Face à ces contradictions sociologiques, en initiant une démarche typiquement socio-anthropologique, cet article met en évidence un ensemble de conditions stratégiques pour stimuler l'adoption et la diffusion de ces innovations dans la province Kayanza du Burundi.

Mots clés : Innovations techniques, adoption, diffusion, contraintes, développement rural

Introduction

Pauvreté rurale, crise alimentaire, vie en-dessous du seuil de pauvreté, techniques agricoles et modes d'intervention de l'Etat et du privé inadaptées sont autant de phénomènes qui caractérisent le processus de développement dans la plupart des pays sous-développés marqués par une économie agricole en général et au Burundi en particulier (Ndabarushimana, 2008 ; Ela, 1998 ; Sawadogo, 1975). En réalité, l'économie du Burundi est basée essentiellement sur l'agriculture (café, thé, coton) et l'élevage. A côté de ces cultures dites de rente et l'élevage, la population rurale burundaise pratique aussi une agriculture d'autosubsistance qui fournit 95% des apports alimentaires. Les cultures de rente, surtout le café et le thé génèrent, elles seules, 90% des recettes d'exportation et contribuent à 7,5 % au Produit Intérieur Brut (Anonyme, 2008). Le café à lui seul représente 86% des recettes d'exportation (Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, *idem*). Cette réalité cache une proportion relativement élevée des populations rurales vivant en dessous du seuil de pauvreté qui n'a pas cessé d'augmenter depuis 1990. Elle est passée de 35,10% en 1990, à 39,60% en 1993 puis à 68,70% en 2000 (Hatungimana, 2008).

De fait, au cours de la période 1975-1992, des efforts particuliers avaient été consentis pour le développement du milieu rural burundais à hauteur de 30% des investissements nationaux (Anonyme, 2005). Ce même rapport précise que cette époque a été marquée par la mise en place d'ambitieux programmes de développement rural comme les Sociétés Régionales de Développement (SRD), ainsi que les projets de développement rural intégrés (DRI) dans toutes les régions naturelles³² du pays. Face à une méthode d'encadrement policée, le gouvernement burundais a entamé un processus de libéralisation de la filière café dès 1992, année qui correspond pratiquement dans le pays à la fin du Programme

³² Les Sociétés Régionales de Développement (SRD) avaient été créées en référence aux 11 régions naturelles du

Burundi qui sont : Imbo, Mumirwa, Mugamba, Bututsi, Buragane, Moso, Kirimiro, Buyenzi, Buyogoma, Bweru et Bugesera. Chaque Société Régionale couvrait toute une région naturelle, chaque région naturelle pouvant, à son tour couvrir plus de deux provinces.

d'Ajustement Structurel (PAS). Ce processus emmène l'Etat à se retirer de toute gestion directe de la filière café : la gestion des stations de lavage (SOGESTAL) est confiée à cinq sociétés de gestions publiques et privées et la transformation est assurée par deux grandes usines de traitement appartenant au gouvernement, mais gérées par la Société de Démarchage et de Conditionnement (SODECO), l'OCIBU n'étant que chargé de réglementer les prix, développer et coordonner les politiques et stratégies de la filière café.

Avec la libéralisation de la filière café, on assiste à la naissance de plusieurs associations de caféiculteurs dans toutes les régions caféicoles. Ces associations se sont regroupées progressivement au sein des fédérations dont la Fédération Bonakuré en province Kayanza créée le 30 octobre 2003. Il s'agit en réalité d'une fédération qui détient le monopole d'encadrement caféicole dans les neuf communes que compte la province Kayanza auxquelles s'ajoute la commune Busiga de la province Ngozi et une partie de la commune Bukeye en province Muramvya. Dans ce contexte de libéralisation et de naissance et regroupement d'organisations paysannes de la filière caféicole avec l'objectif de développement de la dite filière, la question de la diffusion des innovations techniques se pose dans le sens des pratiques des paysans habitués à l'interventionnisme étatique, quoique décrié. En clair, la libéralisation de la filière café au Burundi s'est traduite en quelque sorte par le passage d'un système de vulgarisation caractérisé par l'autoritarisme de l'Etat à un système libéral beaucoup plus souple, supposé capable d'amener les caféiculteurs à intégrer davantage les innovations techniques dans leur système de production. Cependant, après onze années d'encadrement technique libéralisé, le constat empirique indique que les innovations techniques caféicoles ne sont pas encore totalement intégrées dans le système de production des caféiculteurs de cette province. Quels sont les facteurs explicatifs de la non-adoption de ces innovations par les paysans dans la province de Kayanza ? Quelles sont les contraintes auxquelles la fédération Bonakuré fait-elle face dans le processus de diffusion des innovations techniques caféicoles dans la province de Kayanza ? Mieux, comment les caféiculteurs se comportent-ils face à ces innovations ?

Cette contribution vise donc à analyser les logiques sociales et économiques liées au processus de diffusion des innovations techniques caféicoles en province Kayanza et comprendre les comportements des acteurs, notamment des caféiculteurs, face aux innovations techniques agricoles vulgarisées par la fédération Bonakuré dans un contexte politique de libéralisation de la filière café au Burundi.

Methodologie

La zone d'investigation est la province de Kayanza, localité spécifique de production de café, bénéficie d'interventions en terme d'encadrement et offre des éléments factuels d'analyse des logiques socio-économiques liées au processus de diffusion et d'adoption des innovations techniques caféicoles au Burundi.

L'approche adoptée dans cette étude est à la fois qualitative avec les entretiens individuels et quantitative avec un questionnaire administré de façon indirecte aux acteurs comme les caféiculteurs progressistes et non progressistes.

Dans son rapport annuel de l'exercice 2011-2012, la fédération Bonakuré a recensé 96 565³³ caféiculteurs répartis dans 29 associations, comprenant à la fois les progressistes et les non progressistes. Compte tenu des contraintes temporelles et financières, notre choix a porté sur les acteurs de deux formations productives (structures associatives) d'idéologies distinctes (progressiste et non progressiste). Ce choix théorique nous a permis d'identifier, à travers un échantillonnage de type accidentel, 58 paysans membres de ces formations productives (29 progressistes et 29 non progressistes) qui respectent les critères d'inclusion et d'exclusion. L'analyse des données factuelles recueillies a été faite à l'aide de la méthode dialectique qui a contribué à déterminer les antinomies à l'œuvre dans les stratégies de diffusion des innovations techniques et les comportements des acteurs dans le processus de leur adoption.

Integrer le plan de la contribution

Resultats

Caractéristiques socio-démographiques des enquêtés

Identification des non progressistes selon le nombre d'enfants à charge

Tableau 1 : Répartition des non progressistes selon le nombre d'enfants

Nombre d'enfants	Valeurs absolues	Valeurs relatives en %
1 à 3	4	13,79
4 à 6	5	17,24
7 et plus	20	68,97
Total	29	100

Source : données de l'enquête, 2015.

Le tableau révèle que les caféiculteurs non progressistes ont à majorité sept (7) enfants et plus ; ceux-ci représente plus de deux-tiers (2/3) des paysans enquêtés. Ce résultat s'explique par le fait que milieu rural

³³ La fédération BONAKURE a recensé 97 733 caféiculteurs en 2011 mais nous n'avons pas pris en compte les caféiculteurs des unions des communes Busiga et Bukeye qui sont, respectivement, au nombre de 562 et 606 caféiculteurs. D'où la prise en compte de 96 565 caféiculteurs.

burundais reste encore marqué par les valeurs traditionnelles qui structurent la conception de l'enfant et surtout de son importance dans l'environnement socio-économique (richesse du lignage). Pour les paysans non progressistes, en majorité, imprégnés des réalités villageoises, les enfants constituent à la fois une importante main-d'œuvre familiale dans les activités agricoles et un facteur de prestige sociale communautaire.

Identification des enquêtés progressistes selon le nombre d'enfants à charge

Tableau 2 : Répartition des progressistes selon le nombre d'enfants

Nombre d'enfants	Valeurs absolues	Valeurs relatives en %
1 à 3	21	72,41
4 à 6	5	17,24
7 et plus	3	10,35
Total	29	100

Source : données de l'enquête, 2015.

A l'analyse des données du tableau ci-dessus, il ressort que plus des deux tiers des progressistes ont moins de quatre enfants. Cela s'avère très important dans l'adoption des innovations lorsqu'on fait une comparaison des données recueillies auprès des caféiculteurs non progressistes.

En effet, en comparant les deux tableaux, il ressort que l'adoption de l'innovation est en rapport avec le nombre d'enfants. Car plus on a des enfants, moins l'innovation est acceptée. L'enfant, constituant une force de travail ou simplement une main-d'œuvre en milieu rural, permet de combler le déficit en termes de productivité généré par la non-adoption de l'innovation. Dans ce contexte sociologique spécifique, on peut donc dire que l'importance de la main-d'œuvre familiale justifie l'adoption de techniques agricoles innovantes.

Identification des enquêtés non progressistes selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction	Non progressistes		Progressistes	
	Valeurs absolues	Valeurs relatives en %	Valeurs absolues	Valeurs relatives en %
Analphabète	2	6,89	0	0
Primaire	19	65,52	6	20,69
Secondaire	8	27,59	23	79,31
Supérieur	0	0	0	0
Total	29	100	29	100

Source : données de l'enquête, 2015.

Il ressort ici que l'adoption de l'innovation est également liée au niveau d'instruction des exploitants agricoles. En effet, comme l'indique le

tableau, plus de deux tiers (72,41 %) des paysans non-progressistes ont un niveau maximum d'étude primaire. Par contre, plus de deux tiers des progressistes qui ont accepté l'innovation ont un niveau d'étude secondaire. On en conclut que, plus on a un niveau d'instruction relativement élevé, plus on a tendance à accepter l'innovation de techniques caféicoles. Cela s'explique par les exigences qui accompagnent l'innovation technologique et qui conduisent le paysan à mobiliser des aptitudes intellectuelles et à adopter, pour ainsi dire, des attitudes favorables à l'acceptation d'une technologie d'origine exogène. Il s'agit précisément de mobilisation des acquis scolaires à l'effet de comprendre le processus de l'innovation.

Conditions socio-économiques de production des caféiculteurs de la province Kayanza

La fédération Bonakuré est l'une des cinq autres fédérations qui ont la mission d'encadrer sur le plan technique les caféiculteurs burundais. Elle intervient uniquement dans la province de Kayanza mais compte tenu des ressemblances entre la province de Ngozi, une partie de la province Muramvya, la fédération Bonakuré étend ses activités sur la commune Busiga de la province Ngozi et la commune Bukeye de la province Muramvya.

En effet, les techniques vulgarisées sont la production des plants à partir des pépinières et leur entretien, la technique de mise en place, la taille de génération, le sarclage, le paillage, la taille de formation, la taille de production, utilisation des fertilisants et la désinsectisation. Ce sont ces techniques que les caféiculteurs de la province Kayanza n'arrivent pas à s'approprier du fait de contraintes financières au-dessus des capacités des populations.

Les rapports sociaux de production englobent tout ce qui concerne le contrôle des objets et les moyens de travail. De façon pratique, dans le processus de production, 100% d'enquêtés utilisent les instruments traditionnels qui favorisent une pénibilité plus accrue du travail agricole. Au moment du défrichage, de l'abattage, de paillage et de taille, les caféiculteurs n'utilisent que la houe, la machette, la hache, la pelle, la machette, la scie et le sécateur sans oublier la lime pour aiguiser les autres instruments de travail.

Du fait de l'exigüité des terres arables, la mise en jachère des parcelles n'est plus courante. En effet, certaines parcelles s'appauvrissent et l'utilisation des fertilisants comme les engrais chimiques de type NPK par exemple s'impose. En somme, les résultats de l'enquête indiquent que la totalité des paysans non-progressistes n'a pas recours à l'engrais chimique pour leurs exploitations agricoles. Quant aux progressistes, ils ont recours aux substances chimiques pour l'entretien de leurs plantations. Les exploitants agricoles expliquent l'usage des techniques rudimentaires

traditionnelles par des contraintes financières. Mais en réalité, on peut dire qu'au-delà de ces contraintes, des obstacles psychosociologiques relatifs à la crainte du changement justifient les comportements des exploitants.

Attitudes et comportements des exploitants agricoles face aux innovations techniques

Les caféiculteurs progressistes affirment avoir débuté l'application des innovations techniques pour répondre aux exigences des autorités administratives et politiques.

« C'était une obligation d'aller dans des pépinières aménagées par les agronomes et prendre gratuitement des plants de caféiers à mettre en place dans nos exploitations » affirme le responsable des caféiculteurs de la fédération Bonakuré.

A la question de savoir si les techniques agricoles que vulgarise la fédération Bonakuré seraient en contradiction avec leurs réalités socioculturelles, les caféiculteurs progressistes affirment que ces innovations ne sont pas en contradiction avec leurs pratiques et valeurs, mais que ce sont des innovations qui sont très exigeantes en matière d'investissement financier. Pour les caféiculteurs, les services de la fédération ne sont pas payants, sauf lorsqu'il s'agit d'acheter les fertilisants comme le NPK, généralement utilisé, coûtent 700 Francs Burundais (FBU) le kilogramme. Les campagnes de désinsectisation ne sont également pas payantes.

Cependant, les entretiens réalisés avec les responsables administratifs de la fédération Bonakuré indiquent que tous ces services ne sont, dans le fond, pas gratuits. Selon le président de la fédération Bonakuré :

« Avant de payer le caféiculteur, l'intercafé qui est l'organe chargé de la mobilisation des fonds de la filière en collaboration avec le CNAC tient compte des dépenses effectuées lors des campagnes de désinsectisation et toutes les opérations en rapport avec le développement de la caféiculture ».

Pendant ce temps, le caféiculteur reste convaincu que tous les services de la fédération en sa faveur restent gratuits. Il ne fait donc que se contenter du prix d'achat du café tel que fixé par l'Etat et qu'il juge toujours disproportionnel par rapport au coût de production. A l'analyse, il ressort que des réalités antinomiques dans les rapports sociaux de production entre les autorités administratives et les paysans liés à l'adoption des innovations technologiques. Ces contradictions dans les attitudes et comportements des acteurs ne sont guère favorables à une adoption véritable des innovations agricoles dans la fédération Bonakuré.

Par ailleurs, dans leurs activités en tant que caféiculteurs progressistes, les enquêtés considèrent aussi qu'avoir une plantation bien entretenue constitue aussi un facteur d'intégration sociale. Les paysans qui

n'entretiennent pas leurs plantations correctement ne sont pas considérés comme des personnes intègres et crédibles alors que ceux qui ont des plantations bien entretenues peuvent même contracter des crédits facilement auprès des microfinances de la place.

Quant aux caféiculteurs non progressistes de la province Kayanza qui n'appliquent pas les innovations techniques telles qu'enseignées par la fédération Bonakuré, l'analyse des données factuelles indique qu'ils ne sont pas opposés à l'adoption de ces innovations, mais que l'obstacle reste les exigences agro-économiques liées à ces innovations (superficies d'exploitation généralement petites, contraintes financières, rendements non maîtrisés, etc.). En somme, on peut valablement dire que les populations de la province Kayanza ne sont pas réfractaires au développement. L'adoption des innovations technologiques agricoles est plutôt tributaire de contraintes socio-économiques et agronomiques qui justifient les attitudes et comportements des paysans.

A la lumière de ces attitudes et comportements des paysans face à l'innovation technologique agricole, quelle est la réponse des acteurs du développement ? Mieux, quels sont les rapports sociaux développés autour des logiques paysannes ?

Logiques paysannes, rapports entre les acteurs au développement et contraintes antinomiques liées aux innovations technologiques agricoles dans la province Kayanza

Dans le cadre du développement de la province Kayanza et en lien avec les innovations technologiques agricoles introduites dans la caféiculture, les données indiquent une multiplicité et diversité des acteurs au développement. Cela induit une analyse aux niveaux micro et macrosociologiques des relations sociales développées face aux logiques paysannes.

Au niveau microsociologique, l'étude de ces relations entre les assistants agricoles et les caféiculteurs de la fédération Bonakuré est à percevoir à travers l'analyse des circuits de diffusion de l'information agricole au niveau local. Mieux, ces rapports sont à saisir dans les relations d'encadrement agricole. En effet, les caféiculteurs progressistes considèrent l'assistant agricole-café de la fédération Bonakuré comme un individu qui maîtrise les techniques agricoles. Au nom de cette connaissance supérieure des techniques de production agricole, les paysans se soumettent aux enseignements prodigués. Cependant, l'irrégularité constatée dans l'encadrement reste un problème majeur évoqué par les paysans progressistes. On note également le manque de rigueur dans les rapports d'assistance technique. En effet, pour les paysans progressistes, les assistants agricoles-café de la fédération Bonakuré peuvent passer plusieurs semaines

sans arriver sur les collines qui relèvent de leur zone d'encadrement. Les moniteurs justifient cette irrégularité par l'insuffisance de moyens de déplacement. Aussi, l'absence de mécanisme de suivi des moniteurs ne permet pas un encadrement adéquat des paysans. Cette situation engendre des controverses entre assistants agricoles et paysans de la fédération Bonakuré.

Au niveau macrosociologique, l'analyse s'est penchée sur les relations entre la fédération Bonakuré en tant que structure privée d'encadrement technique et l'Etat burundais. Ces relations transparaissent dans les rapports entre le Gouvernement burundais à travers l'Autorité de Régulation de la Filière Café au Burundi, l'Intercafé-Burundi en tant qu'association de tous les professionnels de la filière café au Burundi, la Confédération Nationale des Associations des Caféiculteurs du Burundi (CNAC-Murima w'Isangi) en tant que membre de l'Intercafé-Burundi, la fédération Bonakuré étant alors une des "5 fédérations nationales membres de la CNAC"³⁴. Il ressort que des contradictions relatives à la compréhension et à l'exécution des missions de chacune des parties prenantes ; ces antinomies d'ordres institutionnel, matériel et financier aggravent la complexité de l'adoption des innovations technologiques agricoles et justifient les obstacles psychosociologiques des paysans non progressistes.

Sur la base de cette analyse sociologique des jeux des acteurs sociaux et ce qui précède, il ressort l'existence de plusieurs contraintes explicatives de l'adoption et de diffusion des innovations en milieu paysan. L'analyse qui suit détaille ces contraintes.

Contraintes liées à l'adoption et à la diffusion des innovations techniques caféicoles en province Kayanza

Contraintes humaines et structurelles liées à l'adoption des innovations techniques

L'adoption d'innovations passe, entre autres conditions, par la qualité du dispositif humain en charge de la diffusion et de l'encadrement (Affessi, 2012). C'est justement ce dispositif de qualité qui pose problème dans la province Kayanza où les assistants agricoles de la fédération Bonakuré sont insuffisamment qualifiés dans le domaine agricole, notamment sur les mécanismes de diffusion du changement social en milieu

³⁴ Les 5 fédérations membres de la CNAC et agréés par l'arrêté ministériel sont:
- Fédération SHIRAMAZINDA de la région Kirimiro
- Fédération MFASHANGUFASHE de Muyinga et Kirundo
- Fédération BONAKURE de la province de Kayanza
- Fédération NKORERANGUKIZE de la province de Ngozi
- Fédération MUCO W'IKAWA de la région Mumirwa

paysan. Des contraintes humaines et structurelles qui traduisent l'importance des obstacles dans l'adoption et la diffusion des innovations respectivement chez les paysans non-progressistes et progressistes. A ce sujet, les propos de l'ingénieur agronome de la fédération Bonakuré sont significatifs :

« J'ai été recruté en qualité de conseiller technique il y a trois mois, mais j'estime qu'au moment du recrutement des moniteurs-café, la fédération n'a pas suffisamment de moyens pour recruter des moniteurs qualifiés pour encadrer tous les caféiculteurs répartis sur les 262 collines que compte la province Kayanza. On a organisé un concours de sélection et ceux qui ont été retenus sont ceux qui avaient pour la plupart un niveau secondaire et ayant une plantation moderne. Pour remédier à ces insuffisances, nous organisons des séminaires en chaque début de campagne pour que nos moniteurs-café sachent ce qu'ils ont à faire et comment mobiliser les caféiculteurs. Vous voyez que même au niveau provincial, je suis le seul ingénieur pour coordonner tout ce qui relève de l'encadrement technique caféicole. Et même au niveau communal, les responsables des moniteurs-café ne sont pas des agronomes qualifiés ».

Ce facteur humain et structurel nous semble donc être le facteur déterminant dans le processus de diffusion des innovations technologiques caféicoles auquel s'ajoute le facteur technique.

Contraintes techniques et économique-financières liées à l'adoption des innovations technologiques agricoles

Les pratiques culturelles paysannes sont aux antipodes des innovations technologiques proposées par la fédération Bonakuré. En effet, face à l'insuffisance de terres pour les cultures vivrières, insuffisance liée à une relative saturation et pression foncières, les paysans pratiquent des cultures en association (café/haricot/maïs, etc.). Or, du point de vue agronomique, ces spéculations vivrières sont des plantes nocives à la culture du café, dans la mesure où elles semblent détruire les racines qui jouent le rôle d'absorption des nutriments nécessaires à la croissance du caféier (Anonyme, 2011).

S'agissant de l'utilisation des fertilisants comme le NPK, il ressort que les logiques paysannes indiquent des contradictions économiques entre l'acquisition des intrants agricoles et les ressources financières des paysans. A titre d'exemple, selon les paysans, le coût du kilogramme d'engrais (700 FBU le kg) est nettement au-dessus du prix du kilogramme de café (400 FBU durant la campagne 2014). Cette situation se conjugue avec l'impraticabilité des pistes collinaires qui rendent difficiles les opérations d'écoulement des produits agricoles des plantations aux stations de lavage.

Aussi, la multiplicité des acteurs au développement dans la province Kayanza ne permet-elle pas l'accès des caféiculteurs au crédit. Les banques commerciales (BCB, BANCOBU, BGF) et les institutions financières existantes (UCODE et COOPEC) s'étant résolues à ne accorder d'appuis financiers aux caféiculteurs au nom de leur insuffisante « solvabilité » ou « garantie » financière. A cela s'ajoute les obstacles psychosociologiques relatifs à des craintes des paysans de demande ou de bénéfice de prêt bancaire au risque ne pas être en mesure de rembourser du fait de la fluctuation des cours du café. Or, l'octroi ou le bénéfice de prêt pourrait constituer une réponse aux contraintes économiques et financières qui plombent l'adoption des innovations technologiques relatives au café dans la province Kayanza, surtout en contexte de privation de la filière café depuis le début des années 90.

Discussion des resultats

L'analyse des logiques socio-économiques liées au processus de diffusion et d'adoption des innovations techniques caféicoles dans la province de Kayanza met en relief les caféiculteurs progressistes, non progressistes et la fédération Bonakuré en tant que structure privée ayant le monopole de l'encadrement technique des caféiculteurs des neuf (9) communes³⁵ de la province Kayanza.

En effet, les techniques de taille de régénération, taille de formation, technique de paillage, l'égourmandage, la fertilisation, la désinsectisation, la mise en place des pépinières, etc. sont autant de techniques que les caféiculteurs de la province Kayanza sont amenés à intégrer dans leurs pratiques culturelles. Toutefois, les caféiculteurs de la province Kayanza qui n'ont pas suffisamment de terres, les plus nombreux par ailleurs, se sentent moins concernés par toute innovation technique caféicole, privilégiant ainsi les techniques traditionnelles qui consistent à associer plusieurs cultures sur un même terrain. Le système de production repose donc sur une multitude d'exploitations familiales de faible superficie et se pratique par l'usage d'un outillage rudimentaire.

Dans les neuf (9) communes de la province Kayanza concernées par cette étude, le problème lié à l'exiguïté des terres rend impossible la mise en jachère de certaines parcelles. Ceci accélère l'épuisement des terres, engendrant ainsi la baisse de la production. Et la baisse de cette dernière engendre nécessairement celle des revenus des caféiculteurs qui ne comptent que sur ceux tirés de la vente de leur cerise pour faire face aux nouvelles

³⁵ La Province Kayanza compte neuf communes. Il s'agit de Kayanza, Butaganzwa, Gahombo, Gatara, Kabaroré, Matongo, Muhanga, Muruta, Rango.

exigences imposées par les innovations techniques acéricoles elles-mêmes et pour améliorer leurs conditions de production et de vie. La caféiculture se pratique ainsi sur de petits espaces qui compromettent ainsi la productivité. Ce résultat est analogue à celui qu'a obtenu Bodiguel (1975) dans son étude intitulé "*les paysans face au progrès*" où elle a montré qu'un agriculteur cultivant de petits espaces ne se sent pas concerné par des achats effectués par des grands exploitants. Tout le monde ne se représente que le groupe d'exploitants auquel il peut se comparer (Bodiguel, *idem*). Or, au Burundi la superficie moyenne par habitant est de 0,5 ha (Anonyme, 2011).

Le Conseil Economique et Social (1991) soulignait déjà, dans son rapport général sur l'"*étude et analyse des problèmes de développement*", que l'insuffisance des moyens face à l'immensité des besoins, la mauvaises connaissance de l'homme du milieu rural et du type de développement qu'il souhaite, la mauvaise approche dans l'encadrement et l'organisation de la population pour la production, l'installation ou la maintenance des diverses infrastructures constituent de véritables freins au développement du monde rural.

Ainsi, un système de vulgarisation qui ne privilégiait pas la participation des populations ne pouvait pas amener les populations rurales burundaises à intégrer suffisamment les innovations techniques agricoles dans leur système de production. Dès l'introduction du café dans le système cultural burundais en 1920, la vulgarisation des innovations techniques caféicoles ont toujours été caractérisé par une sorte de dictature institutionnalisée. Cela a été aussi le constat de Hubert (*op. cit.*) en ce qu'il note que depuis le début des années 1920, des politiques agricoles autoritaires furent promues pour surmonter les disettes, introduire quelques cultures industrielles et assurer l'installation d'infrastructures productives (luttés anti-érosive, réseau dense de pistes rurales, marchés, etc.). L'introduction forcée des cultures anti-famines et du café demeure encore aujourd'hui des références fortes de la mémoire paysanne.

Nos résultats ne s'écartent pas non plus de ceux de Kimonyo et Ntiranyibagira (2007) qui ont affirmé que l'introduction de la culture du café par l'administration coloniale s'est faite essentiellement par la coercition à travers une surveillance scrupuleuse et l'usage de la chicotte en cas de négligence.

Cette contribution a permis de mettre en lumière les logiques liées ou les facteurs explicatifs de la non-adoption des innovations techniques caféicoles dans la province de Kayanza. En fait, le caféiculteur de la province Kayanza n'est pas réfractaire au développement, mais comme tout autre paysan, il essaie de minimiser le risque en refusant d'attacher une plus grande importance au café qu'il ne peut pas consommer en cas de famine au

détriment des cultures vivrières que consomment directement la famille et avec moins d'exigences.

Toutefois, les caféiculteurs progressistes reconnaissent que le café constitue actuellement le seul produit agricole qui leur permet d'avoir des revenus groupés qui leur donnent des possibilités d'investir dans d'autres activités qui exigent beaucoup de fonds comme l'élevage et le commerce.

De toutes les façons, le monde rural reste dominant et doit servir de base dans tout le processus de développement. Lui seul peut imprimer à la roue historique une allure raisonnable sur le chemin du développement ; un développement qui n'est pas l'application des modèles préétablis et conçus ailleurs, mais une combinaison de plusieurs facteurs et qui tient compte des réalités socio-culturelles existantes, c'est-à-dire un développement qui tient compte des relations d'interdépendance entre l'histoire, la culture, l'économie et la société. C'est justement ce développement qu'appelle Comoé-Krou qui affirme : « *le développement est la transformation historique d'une société historiquement bâtie qui contient en son sein les facteurs de sa propre transformation* » (1997 : 61).

References:

- Affessi, A. S. (2012). *Innovations technologiques et développement rural en pays Akyé (Côte d'Ivoire)*. Thèse de doctorat inédite, Université de Cocody, Abidjan.
- Anonyme (1991). *Etude et analyse des problèmes de développement*, Bujumbura.
- Bachelard, G. (1980). *La formation de l'esprit scientifique*. 10^{ème} éd., Librairie philosophique J. Vrin, Paris.
- Bodiguel, M. (1975). *Les paysans face au progrès*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris.
- Coenen-Huther, J. (1995). *Observation participante et théorie sociologique*, l'Harmattan, Paris.
- Fédération Bonakuré (2013). *Rapport des activités annuelles 2011-2012*, Kayanza.
- Fortin, A. (1988). "L'observation participante : au cœur de l'artérité", in Deslauriers J.-P. (ed.), *Les méthodes de la recherche qualitative*, Presses de l'Université du Québec, pp.23-33.
- Fortin, M.-F. (2010). *Fondements et étapes du processus de recherche, méthodes quantitatives et qualitatives*, Chenelière Education, 2^{ème} Edition, Québec.
- Grawitz, M. (1974). *Recueil de textes de méthodes des sciences sociales*, Dalloz, Paris.
- Hatungimana, A. (2008). Le café et les pouvoirs au Burundi, In *Les cahiers d'Outre- Mer*. Bordeaux.

- Hubert, C. (2001). *Crises et révolutions agricoles au Burundi*, Karthala, Paris.
- Jones, R. (2000). *Méthodes de recherche en sciences humaines* (traduction et adaptation de la deuxième édition américaine par Nathalie Burnay et Olivier Servais), De Boeck, Bruxelles.
- Juan, S. (1999). *Méthodes de recherche en sciences socio-humaines. Exploration critique des techniques*, PUF, Paris.
- Kimonyo, J.-P. & Ntiranyibagira, D. (2007). *Réformes de la filière café au Burundi, Perspectives d'avenir pour la participation, la prospérité et la paix*, International Alert, London.
- Martineau, S. (2004). "L'observation en situation : enjeux, possibilités et limites", in *Recherches qualitatives*, Hors-série, n°2, Actes du colloque. L'instrumentation dans la collecte des données, UQTR, pp.167-188.
- Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (2008). *Stratégies agricoles nationales 2008-2015*, Bujumbura.
- Ministère de l'agriculture et de l'élevage (2011). *Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) 2012-2017*, Bujumbura.
- Mucchielli, A. (1991). *Les méthodes qualitatives*, PUF, Paris.
- Peretz, H. (2004). *Les méthodes en Sociologie. L'observation*, Découverte, Paris.
- République du Burundi (2015). *Décret N°100/012 du 14 janvier 2005 portant réforme de la filière café*.
- République du Burundi (2008). RGPH.
- République du Burundi et NEPAD (2009). *Mise en œuvre du Programme détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique au Burundi (PDDAA). Inventaire des efforts de développement agricole en cours et leur alignement sur les principes et objectifs du PDDAA*, Bujumbura.
- Spradley, J. (1980). *Participant observation*, Holt, Rinehart and Wiston, New York.
- Sawadogo, A. (1975). *L'agriculture en Côte d'Ivoire*.
- Toh, A. (2008). *Conflits fonciers, gouvernance locale et dynamiques sociaux de régulation dans le sud-est ivoirien. Etude du cas de la sous-préfecture de Bonoua*. Thèse de doctorat inédite, Université de Cocody, Abidjan.